

# Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts

Réunion du Conseil d'administration  
15 novembre 2011  
Mairie de Mulhouse

## En présence de :

### Les membres du Conseil d'administration

- Daniel PAYOT, Président,
- Michel SAMUEL-WEIS, Vice Président,
- Denis RAMBAUD, Premier Adjoint au Maire de Mulhouse,
- Sara MARGUIER, Conseillère municipale de la Ville de Mulhouse,
- Philippe MAITREAU, Adjoint au Maire de Mulhouse,
- Darek SZUSTER, Conseiller municipal de la Ville de Mulhouse,
- Christelle CREFF, DRAC adjointe, assurant l'intérim du DRAC, représentant le Préfet,
- Robert CAHEN, plasticien.

### Membres excusés :

- Alain BRILLARD, Président de l'UHA,
- Françoise BUFFET, Adjointe au Maire de Strasbourg, pouvoir donné à Daniel PAYOT,
- Vincent DUBOIS, Université de Strasbourg,
- Souad EL-MAYSOUR, Vice présidente à la Communauté urbaine de Strasbourg,
- Bernard GOY, représentant le Directeur général de la création artistique, Ministère de la Culture,
- Robert GROSSMANN, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Michèle SEILER, Adjointe au Maire de Strasbourg,
- Anne-Pernelle RICHARDOT, Adjointe au Maire de Strasbourg,
- Eric SCHULTZ, Conseiller municipal de la Ville de Strasbourg,
- Robert HERRMANN, Premier Adjoint au Maire de Strasbourg,
- Sophie ROHFRIETSCH, Vice présidente du Conseil régional d'Alsace.

### Autres présents :

- David CASCARO, Directeur du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts,
- Thierry LOUTON, Receveur des finances, comptable de l'établissement public,
- Yves AUBERT, DGA, Pôle Culture, territoires et démocratie locale, CUS,
- Jean WILLMÉ, DGA, Pôle Epanouissement de la personne, Ville de Mulhouse,
- Pierre de SAINT-CHAMAS, Directeur adjoint de la DRES, Région Alsace,
- Philippe FEDERSPIEL, Directeur du pôle culture, Ville de Mulhouse,
- Aymée ROGÉ, Administratrice du Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts,
- Mathilde JENN, Assistante de direction, Pôle Alsace d'enseignement supérieur des arts.

**En introduction,** M. Daniel PAYOT informe les personnes présentes que le quorum n'est pas atteint. Un Conseil d'administration extraordinaire se verra convoqué sous 8 jours afin de pouvoir voter les délibérations portées à l'ordre du jour.

La parole est ensuite donnée à David CASCARO qui présente rapidement M. Gérard BUQUET, pressenti pour être membre du CA en tant que personnalité qualifiée en musique. Cette personne a été proposée par le Conservatoire, et son profil est intéressant : il a étudié au Conservatoire de Strasbourg et au Conservatoire supérieur de Paris, il est à la fois tubiste et compositeur, et son parcours a une dimension transfrontalière, notamment de par sa nomination comme professeur à la Musikhochschule de Karlsruhe.

Le Conseil se prononce en faveur de la participation de cette personnalité qualifiée en son sein.

A l'issue de cette présentation, Monsieur PAYOT rappelle qu'au prochain CA, les représentants du personnel pédagogique, du personnel administratif et technique, et des étudiants seront présents. Il est proposé de débiter l'examen des points à l'ordre du jour par le point 1, portant sur l'approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 30 septembre 2011.

#### **Point 1 : Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 30 septembre 2011**

Aucune demande de modification n'est soulevée. Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité des membres présents.

#### **Point 2 : Débat d'orientation budgétaire 2012**

David CASCARO précise que le budget 2012 sera présenté lors de la prochaine séance du 13 décembre 2011.

Ce budget permettra la mise en place d'une gouvernance partagée, d'un service des relations internationales transversal au Pôle, d'une politique de recherche intensifiée, d'une politique de communication unifiée, ainsi que la réalisation de nombreux projets :

- semaine de workshops en avril 2012 pour tous les étudiants du Pôle,
- réalisation d'un livret de l'étudiant unique à la rentrée 2012,
- participation du Pôle au salon du Design de Milan (le Pôle aura un stand),
- publication d'un catalogue des diplômés des trois sites,
- projet d'une classe préparatoire musique et arts plastiques entre Offenbourg, Strasbourg et Mulhouse (ce projet est à l'étude, une présentation plus précise sera donnée au Conseil en janvier-février 2012).

Certaines dépenses sont rendues obligatoires par l'autonomisation. Une répartition de ces « dépenses d'autonomie » doit être effectuée entre les Villes de Strasbourg et de Mulhouse. Monsieur PAYOT doit aussi rencontrer Madame ROHFRITSCH, afin de préciser l'engagement de la Région Alsace.

La question des droits d'inscription pour 2012-2013 est actuellement à l'étude. Les délégués étudiants rencontrés par Monsieur CASCARO se sont montrés très attentifs à cette question.

De même, la question du budget d'investissement reste à trancher. Si les investissements immobiliers demeurent aux Villes, il est proposé que le Pôle soit doté d'un budget propre pour l'investissement courant, en particulier pédagogique (comme des logiciels par exemple). De fait, il faut savoir si le conseil souhaite affecter un budget d'investissements au Pôle, affectation qui engagerait la perte de la FCTVA pour les deux Villes. Un montant de ce budget devra être arrêté, et des procédures mises en place.

Enfin, la définition du nombre d'heures d'enseignement supérieur du Conservatoire de Strasbourg n'est pas encore arrêtée. De fait, l'appréhension de cette part du budget reste délicate.

Le ratio en 2011 a été fixé à 12,09 % des heures d'enseignement supérieur total réalisé au Conservatoire, mais ce ratio est susceptible d'évoluer chaque année en fonction du nombre d'étudiants inscrits en musique.

La part de la musique dans le budget reste à affiner, en se posant la question de l'application du ratio à l'ensemble des grilles du Conservatoire, ou d'une étude ligne budgétaire par ligne budgétaire.

Monsieur PAYOT rappelle qu'il s'agit d'un débat d'orientation budgétaire, se tenant dans une période nécessairement transitoire.

Monsieur MAITREAU regrette que les éléments sur les contacts avec le Conseil Régional et les Conseils Généraux n'apparaissent pas dans les recettes de ce budget d'orientation. Il rappelle que la Ville de Mulhouse s'est engagée à verser pour le budget 2012 un montant de 1 862 000 €, soit les montants constatés au compte administratif 2010 du Quai, majorés de frais indirects jusque là acquittés par les Villes. Cette contribution de la Ville de Mulhouse à hauteur de ce montant, même si le budget investi en 2010 ne s'élevait qu'à 1 706 178 €. Selon lui, il faut générer des recettes,

notamment par la mutualisation des services.

Il précise aussi que c'est une erreur de dire que les Villes subiront une perte de la FCTVA ; c'est plutôt le Pôle qui subira un coût supplémentaire équivalent à ce taux. La question est alors de savoir s'il sera demandé aux Villes de supporter ce coût.

Monsieur CASCARO précise que le Conseil Général ne s'est jamais manifesté comme partenaire. Par contre, des réunions régulières se tiennent avec la Région. Elle devrait se prononcer prochainement sur son engagement.

Monsieur DE SAINT-CHAMAS confirme ces informations, en ajoutant que, du fait de l'imminence du vote du budget, la Région n'aura sans doute pas encore pris de décision d'ici au prochain CA. Il réaffirme cependant le souhait de la Région que ce projet aboutisse et qu'elle précisera son engagement dès celui-ci connu.

Monsieur AUBERT précise que la CUS et la Ville de Strasbourg ont le même souci de constance de la contribution des collectivités que la Ville de Mulhouse. Cependant, force est de constater que la capacité à mutualiser et à faire des recettes n'est pas encore avérée. Une disposition transitoire serait à envisager si l'on constate que le Pôle ne peut pas assumer les charges supplémentaires dans cette période de transition.

Madame CREFF demande des précisions quant à la position de la Ville de Strasbourg sur la question du budget d'investissement, la Ville de Mulhouse y ayant donné une réponse plutôt favorable.

Pour Monsieur AUBERT, tout ce qui est lié au bâtiment relèvera toujours des collectivités propriétaires. Pour les questions d'investissements de matériel pédagogique, une souplesse serait gagnée si le Pôle pouvait trancher cela par lui-même, mais le débat n'est pas encore clos.

Le Conseil prend acte que le débat a bien eu lieu.

### **Point 3 : Règles générales de passation des contrats, conventions, marchés et transactions**

Madame ROGÉ présente cette délibération dont l'objet est de proposer les règles de passation des contrats, conventions, marchés et transactions. Le tableau figurant en annexe 2 de la délibération reprend le détail des modalités et de l'application de ces règles.

Pour les marchés publics, la délégation serait donnée au directeur, sauf pour ceux relevant de la commission d'appel d'offres (supérieurs à 193 000 €HT pour les marchés de fournitures et services et à 4 845 000 €HT pour les marchés de travaux). Il est proposé de nommer une commission d'appel d'offres ainsi qu'une Commission consultative des marchés pour les marchés d'un montant supérieur à 50 000 € HT.

Enfin, il est proposé d'autoriser le Directeur à signer les contrats, conventions et transactions d'une durée d'application inférieure ou égale à un an, ou dont les montants financiers engagés sont inférieurs à 5 000 €HT et dont la période d'exécution est inférieure ou égale à un an.

Monsieur PAYOT souligne que ces dispositions sont gages de légalité et de souplesse pour la gestion de l'établissement.

Monsieur MAITREAU est d'accord sur le principe, mais demande à ce que les effets de récurrences des engagements soient présentés au Conseil d'administration, et que l'on veille à ce que le budget soit toujours équilibré.

La composition de la commission d'appel d'offres et de la commission consultative des marchés ne peut être réalisée aujourd'hui, faute de quorum. Les membres du Conseil nommés par le Président pour ces commissions le seront sur la base du volontariat (4 personnes titulaires et 4 personnes suppléantes).

Il est proposé que les modalités de plébiscite de la commission consultative (contrats supérieurs à 50 000 €HT) soient élevées aux contrats supérieurs à 90 000 €HT, afin de correspondre avec les modalités de publicité. Finalement, après avoir considéré qu'il y aurait peu de contrats passés entre 50 000 et 90 000 €HT, la délibération est approuvée, sans changement, à l'unanimité des membres

présents, le conseil pouvant ultérieurement revenir sur ces seuils, si le besoin s'en faisait sentir à l'usage.

**Point 4 : Convention avec la Communauté urbaine de Strasbourg pour la mise à disposition de moyens et de prestations associées, dans les domaines de l'informatique, des télécommunications, de l'imprimerie et de la reprographie**

Il s'agit de conforter la décision adoptée par la CUS elle-même pour la mise à disposition gracieuse du matériel informatique, téléphonique et reprographique du 28 octobre 2011. Cette convention sera d'une durée de 3 ans.

La Ville de Mulhouse s'inscrit dans la même démarche. Il s'agit ici de voter une régularisation technique.

Ce point est approuvé à l'unanimité des membres présents.

**Point 5 : Création et transformation d'emplois**

Deux agents avaient été recrutées par la CUS à l'enseignement supérieur de la musique durant l'année scolaire 2010-2011, sans création de poste du fait de la nature des contrats (pour besoins occasionnels) : un poste de conseiller aux études supérieures musicales et un poste d'assistant à la scolarité des études supérieures musicales. Une création équivalente à ces deux postes nécessite d'être faite par le Pôle, les deux postes pouvant être financés par la subvention que l'Etat apporte au titre de l'enseignement supérieur musical.

De plus, une demande de transformation de poste est formulée pour le poste à temps non complet d'un agent de nettoyage, vers un poste de responsable des expositions à mi-temps (catégorie A) à l'ESADS.

Sur les postes créés à l'enseignement supérieur de musique, Madame CREFF souhaite savoir quelle sera l'articulation entre conseiller aux études, directeur adjoint et directeur général du Pôle, les statuts du Pôle prévoyant qu'il y ait un directeur général et deux directeurs adjoints.

Monsieur CASCARO explique que, dans le contexte actuel, la situation ne permet pas encore de répondre entièrement aux exigences posés par les statuts, lesquels restent bien sûr d'actualité ; Madame SEGARD est en congés jusqu'à la fin de l'année (puis prendra sa retraite), et son successeur n'a pas encore été recruté. Lorsqu'il le sera, il occupera de même la fonction de directeur adjoint du Pôle, et il est proposé que Monsieur TEICHERT devienne l'autre directeur adjoint.

Pour ce qui est de l'articulation entre le conseiller aux études supérieures musicales et le directeur du Conservatoire, leurs missions ne seront pas les mêmes ; le conseiller sera responsable de l'aspect scolarité, tandis que le directeur sera responsable des orientations stratégiques.

Madame CREFF souligne que, pour la DRAC, il sera difficile de valider la création d'un emploi qui contourne les règles statutaires prévues initialement ; la gouvernance de le Pôle apparaît ne pas être très claire.

Monsieur AUBERT propose de prendre rendez-vous avec la DRAC pour examiner ce qui pourrait poser difficulté.

Il est rappelé que, statutairement, le Pôle a un directeur général et deux directeurs adjoints. Cela doit être mis en place dès 2012. De plus, il est important que la bipolarité structurelle entre musique et arts plastiques apparaisse clairement dans le choix des directeurs adjoints.

L'objet de la présente délibération n'influe donc pas directement sur ces statuts.

Ce point est approuvé à l'unanimité des membres présents.



## **Point 6 : Autorisation à signer deux conventions de partenariat**

### **a) Convention avec Pôle Sud**

La convention porte sur des échanges non financiers (artistes invités, locaux etc. , notamment pour les étudiants en scénographie) grâce auquel des événements artistiques seront produits.

### **b) Convention avec la fondation STÈNGER-BACHMANN**

La fondation, gérante de plusieurs établissements d'accueil d'enfants en bas âge, souhaite faire réaliser une identité visuelle par les étudiants de l'atelier graphisme de l'option communication de l'ESADS. L'étudiant dont le projet sera retenu se verra attribuer un prix.

Pour Monsieur PAYOT, il est important que le Pôle trouve sa place dans le paysage culturel et artistique régional. Symboliquement, il est important que cette convention avec Pôle Sud existe.

Monsieur SAMUEL-WEIS exprime sa volonté de mettre en place une convention du même type avec La Filature.

Il est entendu que d'autres conventions devront être passées, et le thème de l'Opéra devra notamment être questionné.

Cette délibération est approuvée à l'unanimité des membres présents.

## **Point 7 : Tarifs de vente d'ouvrages et de publications du site Ecole des arts décoratifs de Strasbourg**

David CASCARO précise qu'il s'agit simplement de conforter le tarif des ouvrages édités par l'ESADS. Pour Daniel PAYOT, ces ventes montrent que l'établissement publie et intervient dans la réflexion sur les arts.

Cette délibération est approuvée à l'unanimité des membres présents.

## **Point 8 : Actualités de l'établissement**

Avant de développer ce point, Monsieur CASCARO souhaite excuser l'absence de Monsieur TEICHERT qui représente le Pôle à Reims pour la réunion du réseau grand Est des écoles supérieures d'art.

### **a) actualités fonctionnelles de l'établissement**

Plusieurs recrutements ont été finalisés : Vincent BAPST pour le poste de responsable ressources humaines, et Frédérique OLLAND pour le poste d'administratrice adjointe du Pôle (en poste à Mulhouse). Marie-Jeanne PETIT a pris ses fonctions d'adjointe à la comptabilité. La scolarité de l'ESADS, qui avait été lourdement impactée par le départ d'agents, aura bientôt retrouvé une équipe complète.

La période de difficultés semble donc toucher à sa fin. Tous les agents recrutés prendront leur poste au plus tard en décembre 2011 ou début janvier 2012.

Pour la direction du Conservatoire, un candidat est pressenti. Il sera prochainement présenté au Maire de Strasbourg.

### **b) élections des représentants du personnel et des étudiants au Conseil d'administration**

Les représentants du personnel et des étudiants du Pôle seront présents au prochain Conseil du 13 décembre 2011. Les élections se déroulent jeudi 17 novembre. Les délais ont été courts pour l'organisation, sachant que la rentrée s'est effectuée le 3 octobre. Les informations relatives à ces élections ont pu être diffusées grâce à la lettre EPCC, l'organisation de réunions, un affichage de documents informatifs ou l'envoi d'emails. Les équipes administratives se sont largement mobilisées. Trois bureaux de vote (un dans chaque site) seront ouverts de 9h à 15h. Il y a assez de candidats pour les postes à pourvoir. Une mobilisation très forte s'est fait sentir au Conservatoire ; de nombreux enseignants et étudiants se sont porté candidats.

L'arrêté relatif à ces élections a été pris par le directeur, sur délégation du Président.

c) actualités des écoles

Des questions statutaires sont en négociation, notamment sur le Conseil pédagogique du Pôle. Des réunions se sont tenues dans les trois sites, et un séminaire pluridisciplinaire est prévu le 2 décembre prochain. Son objet sera de réussir à synthétiser l'articulation des commissions pédagogiques de site et de définir ce qui reviendra au Conseil pédagogique du Pôle, qui doit être l'incarnation du projet d'établissement. Il y a un travail de pédagogie à faire auprès des enseignants afin qu'ils assimilent le rôle du Conseil pédagogique du Pôle, différent de celui des commissions pédagogiques de site. Le séminaire du 2 décembre devrait permettre de mettre au point un projet d'articulation entre les commissions de site et le Conseil pédagogique du Pôle.

Pour les autres actualités :

- un étudiant de l'ESADS a été récemment primé pour son film au festival des Ecoles du Grand Est ;
- un colloque sur l'illustration médicale s'est déroulé en novembre 2011, et une exposition se tient actuellement au Musée Zoologique de Strasbourg ;
- le festival transfrontalier *Regionale* se tiendra à la Kunsthalle en décembre, avec une convention avec Le Quai ; des artistes seront invités par les étudiants. L'ouverture du festival se fera le 24 novembre prochain ;
- *Tranche de Quai* est prévu le 24 novembre, avec la participation d'étudiants de l'ESADS et du Conservatoire ;
- Le colloque *Digital Art Conservation* à l'ESADS est prévu les 24 et 25 novembre, en collaboration avec le ZKM, sur la restauration des œuvres d'art électroniques ;
- la signalétique de l'exposition « L'enfant et le tissu imprimé » au musée de l'impression sur étoffes de Mulhouse a été réalisée par les étudiants du Quai.


\*\*\*

Avant la conclusion de la réunion, Monsieur CASCARO soulève le fait que certains des membres du Conseil ne se sont pas engagés depuis le début (l'Université de Strasbourg par exemple), et se demande s'il ne faudrait pas leur adresser un courrier. Monsieur PAYOT accepte, en tant que Président, de faire un mot aux élus, mais il ne peut en garantir les résultats.

Pour le Conseil extraordinaire à venir, Monsieur SAMUEL-WEIS propose qu'il soit fait à Strasbourg, en reprenant les termes qui ont été approuvés au Conseil de ce jour. Monsieur PAYOT confirme qu'une convocation pour ce CA extraordinaire sera réalisée sous 8 jours.

Monsieur DE SAINT-CHAMAS revient quant à lui sur la participation de la Région, en précisant qu'il faut convenir dès à présent de l'inscription d'une dotation de la Région dans le cadre d'un budget supplémentaire. Il apparaît cependant difficile d'inscrire ce chiffre pour le vote du budget 2012, car Madame ROHFRITSCH doit d'abord rencontrer la Commission permanente afin de lui présenter cette participation et d'obtenir son accord.

M. Daniel PAYOT clôt la séance et remercie l'ensemble des participants de leur présence.



Daniel PAYOT  
Président